



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 8 juin 2026

Protection des enfants : ce n'est pas la priorité du gouvernement

Suite au terrible meurtre de Lyhanna, 11 ans, des marches et rassemblements ont lieu pour soutenir sa famille et ses proches, et rappeler la réalité des violences contre les enfants. 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles tous les ans. Huit victimes sur dix sont des filles, et la quasi-totalité des agresseurs sont des hommes : ces actes sont une manifestation de la violence du patriarcat.

La récupération sordide et coupable de la droite et de l'extrême droite

Loin d'apporter une réponse systémique, la droite et l'extrême droite répondent comme toujours avec leur discours sur le prétendu « laxisme » de la justice.

Ces politiciens portent pourtant une part de responsabilité, quand ils soutiennent toutes les coupes budgétaires dans les services sociaux, là où précisément les victimes peuvent être écoutées et accompagnées. Ils ne jurent que par l'école privée, où on ne compte plus le nombre d'affaires de pédocriminalité. Et ils s'opposent fermement à la tenue des séances d'éducation à la vie affective dans les écoles, et d'éducation à la sexualité chez les adolescents... qui permettent justement d'apprendre aux enfants à dénoncer des comportements problématiques.

Le gouvernement et la police ont manifestement mieux à faire

Le ministre Darmanin – lui-même accusé de viols – a présenté ses excuses au nom du gouvernement pour les manquements qui ont mené à la mort de Lyhanna.

Les procureurs lui ont répondu en rappelant l'avoir alerté depuis longtemps sur les délais de traitement des plaintes, car leur ministre leur demande de traiter en priorité les affaires de narcotrafic. La police et la justice sont bien plus rapides quand il s'agit de juger en comparution immédiate des jeunes de quartiers populaires pour des petits larcins... ou de convoquer des syndicalistes et des militants qui ont critiqué trop fort le pouvoir !

Des mesures choc sont prises lorsque des affaires éclatent, mais elles sont aussi inefficaces que spectaculaires. Après le scandale des violences dans le périscolaire à Paris, la mairie a suspendu 78 animateurs et animatrices... dont 43 pour des motifs qui n'ont pas de rapport. Elle ne répond pas aux

problèmes réels : les sous-effectifs dans les écoles, où un adulte peut se retrouver à encadrer seul un groupe d'enfants, alors qu'il en faudrait toujours au moins deux, le recrutement de vacataires (10 000 sur les 15 000 animateurs de la ville) sans formation...

Une question d'ampleur et de fond

Les responsables politiques de gauche disent aussi, à leur manière, que la justice n'a pas assez de moyens.

Mais c'est d'abord la prévention qui est sous dotée : la répression, elle, n'empêche pas les violences de se produire...

Beaucoup des préconisations rendues en 2023 par la Commission indépendante sur les violences faites aux enfants (Ciivise) pour mieux détecter les cas et accompagner les victimes, ont été rangées dans un tiroir...

Après des décennies de suppressions de postes et de baisse des moyens dans les services publics, les écoles et établissements scolaires sont en pénurie de psychologues et d'infirmières, qui pourraient recueillir la parole des enfants et donner l'alerte ; les services sociaux et les centres d'hébergement sont noyés sous les demandes et ne peuvent accueillir des victimes qu'il faudrait éloigner d'urgence de leur agresseur ; la psychiatrie est trop exsangue pour accompagner les victimes.

Cette société est incapable de prévenir l'ensemble des violences faites aux enfants : en 2025, au moins vingt-six mineurs sans domicile fixe sont morts dans la rue, dont quatorze de moins de 4 ans, et au moins cinq adolescents en stage ou en apprentissage ont été tués dans des accidents du travail, puis déjà quatre en 2026.

La raison d'être de l'État, des gouvernements capitalistes, de la police et de la justice, c'est la défense de l'ordre social et de la propriété des plus riches. Jamais la protection des plus vulnérables ne sera leur priorité.

Non à la fermeture de VSF !

La direction a annoncé que le centre d'ingénierie pour utilitaires de Villiers-Saint-Frédéric fermera en 2027, avec des transferts imposés dès le mois d'octobre. C'est la douche froide pour les 500 salariés du groupe Renault et pour les 300 sous-traitants qui y travaillent,

Renault justifie la fermeture de ce site vieux de 60 ans par le coût des travaux de mise en conformité éco-énergie des bâtiments : comme si l'entreprise n'avait pas les moyens de payer. La direction préfère dégager du cash pour satisfaire les actionnaires et pour arroser ses hauts cadres d'actions gratuites. Et tant pis pour les salariés déplacés comme des pions et les sous-traitants jetés comme des kleenex.

Il y a de quoi se mettre en colère ! Il faut être solidaires des collègues de VSF qui dénoncent la casse sociale et organisent mercredi midi un rassemblement devant leur site. A Lardy, à Viry-Châtillon, aux Ulis ou à Flins, on est tous concernés !

Eparpillés façon puzzle

La direction ne donne aucune garantie pour les 300 prestataires qui sont à VSF. On peut craindre le pire. Et pour les 450 salariés de Renault qui vont migrer, ça ne va pas être simple.

La majorité ira au Technocentre de Guyancourt, qui n'est pas très loin, mais sur lequel il n'y a pas vraiment de place pour loger les nouveaux arrivants, que ce soit dans les bureaux, sur les parkings ou à la cantine. Mais certains sont transférés beaucoup plus loin, vers les sites d'Aubevoye et de Lardy, à 70 kilomètres de VSF.

Une belle galère en perspective. Mais depuis quand la direction se préoccupe-t-elle de nos conditions de travail ?

Ils surchauffent

Pendant la canicule, la direction a eu la bonne idée de réunir des chefs Ampère au L16 pour un amphitheâtre « management »... qui s'est transformé en séance de sauna managérial.

Plongés dans l'étuve, ils ont apparemment perdu l'esprit et commencé à élaborer des idées fumeuses. Ils voulaient par exemple que les salariés de chaque UET trouvent eux-mêmes des idées pour remplir les objectifs du plan FutuREady ! Et puis quoi encore ?

Il va falloir qu'on s'organise collectivement pour refroidir leurs ardeurs.

Congés très très bien payés

Parmi les offres du CSE, on trouve des pépites, comme un séjour dans un hôtel 5 étoiles à La Baule, à 400 € la nuit. C'est pour fêter les 90 ans des premiers congés payés ?

En plein rebond de l'inflation, voilà un bon plan qui va sauver les vacances d'été !

Manifestons contre toutes les répressions

Des syndicalistes postiers et la Fédération SUD-PTT sont à l'initiative d'une manifestation commune de tous les militants ouvriers réprimés.

A l'heure où Sophie Binet, secrétaire la CGT, est elle-même mise en examen pour diffamation parce qu'elle a critiqué le patron de Tefal, l'idée d'une manifestation commune est d'actualité.

Pour dénoncer la répression des militants du monde du travail comme de ceux qui dénoncent le génocide en Palestine : soyons nombreux à Paris le **20 juin à 15 heures**, devant le siège de La Banque postale (111 rue de Sèvres).

Nouvelle-Calédonie : non-lieu général pour les militants kanak

Après deux ans de procédure, les juges d'instruction ont ordonné un non-lieu général en faveur des 14 militants kanak de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), accusés d'être les commanditaires des émeutes qui avaient secoué l'archipel en mai-juin 2024. Quatorze personnes avaient été tuées, des centaines d'autres blessées et les dégâts matériels estimés à plus de 2 milliards d'euros. Les militants avaient été transférés de force en Métropole dans des conditions indignes, avaient passé plusieurs mois en prison puis en résidence forcée. Quant au gouvernement, il tente toujours de passer en force en refusant de discuter de l'avenir de la Kanaky avec les représentants du peuple kanak.

Cadmium : la bombe sanitaire et les criminels

Les députés ont adopté une proposition de loi visant à limiter l'exposition de la population au cadmium, un métal lourd toxique. Il était temps...

Le texte envisage de suivre (enfin) les recommandations sanitaires et les normes européennes, pour baisser drastiquement les taux autorisés de cadmium dans les engrais phosphatés qui contaminent ensuite les sols agricoles, les êtres vivants et l'alimentation.

En 2025, près de la moitié de la population française dépassait les valeurs sanitaires de référence sur l'exposition au cadmium. Ca n'a pas empêché le gouvernement de s'opposer au projet de loi au nom de « *la défense de la compétitivité de l'agriculture française* »...

Ils ont perdu une manche, mais Lecornu et l'agrobusiness veulent maintenant faire retoquer cette loi au Sénat. Nos vies, leurs profits.

Versez à la collecte !

Ce bulletin du NPA-Révolutionnaires n'est subventionné par aucun milliardaire, il a besoin de votre soutien pour paraître.

Cette semaine, versez à la collecte !